



POUR LA LIBERTE DE MANIFESTATION ! POUR LE RESPECT DE LA LIBERTE SYNDICALE !

POUR LA DEFENSE DU DROIT DE GREVE ! POUR LE LIBRE EXERCICE DES MANDATS SYNDICAUX !

La période qui s'est ouverte le 5 décembre connaît une aggravation significative des menaces et mesures de répression à l'encontre des militant·e·s syndicalistes, des jeunes (brutalités contre les lycéen·e·s qui refusent la réforme du bac), et plus largement de celles et de ceux qui agissent pour exprimer leur désaccord, de celles et de ceux qui veulent être acteurs et actrices dans et hors leurs lieux de travail.

La répression qui depuis plus d'un an frappe le mouvement des gilets jaunes devient la norme pour toute la société. Le simple fait de vouloir organiser un rapport de force pour peser dans une négociation ou un conflit social (jeté de livres, occupation symbolique de locaux, distribution de tracts aux usager·ère·s ...) devient prétexte à déclencher des mesures disciplinaires et/ou des convocations pour audience au commissariat.

Toutes ces formes de répressions et de discriminations ont un triple impact: elles réduisent les capacités d'action des syndicats et font payer un lourd tribut aux militant·e·s; elles dissuadent la syndicalisation des salarié·e·s et donc leur engagement dans l'action collective; elles fragilisent les collectifs de travail dans leur capacité à se défendre, à faire respecter leurs droits et en gagner de nouveaux.

Autant de mesures et de restrictions ne sont là que pour empêcher l'expression des salarié·e·s dans la défense de leurs intérêts collectifs matériels et moraux.

Les organisations syndicales départementales CGT-FO-FSU-Solidaires et l'UNEF, qui se sont engagées depuis le 05 décembre pour le retrait de la réforme Macron-BlackRock de notre système de retraite juste et solidaire, considèrent qu'il ne peut pas y avoir de démocratie politique et sociale sans libertés syndicales.

Ce gouvernement aux abois, qui n'a jamais eu le moindre soutien populaire, ne dispose que de la répression, que de la violence et du mensonge pour faire passer ses plans. Le gouvernement Macron - Philippe, les ministres Castaner, Blanquer, Dussopt... et les élu·e·s qui leur emboîtent le pas portent l'entière responsabilité de la violence qu'ils mettent en œuvre contre celles et ceux qui s'opposent à leurs funestes projets.

L'intersyndicale départementale CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF, à l'occasion de la journée nationale du jeudi 27 février contre la répression, affirme son total soutien aux militant·e·s, jeunes, travailleurs·ses, salarié·e·s, agents de la fonction publique, réprimé·e·s parce qu'ils ont tout simplement décidé de s'opposer et de se faire entendre.

L'intersyndicale départementale CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF

appelle à un rassemblement le jeudi 27 février à 11h00 devant la cité judiciaire

Clermont-Ferrand, Place de l'Etoile, aux côtés des avocats en grève

pour la défense des libertés syndicales et contre l'ensemble des répressions